

Objectifs du comité de défense antifasciste de l'Ecole normale de Rouen

Numéro d'inventaire : 2018.21.4

Auteur(s) : Comité de défense antifasciste de l'Ecole normale de Rouen

Type de document : imprimé divers

Période de création : 3e quart 20e siècle

Date de création : 1962

Matériau(x) et technique(s) : papier

Description : Tract politique dactylographié.

Mesures : hauteur : 27 cm ; largeur : 21 cm

Mots-clés : Activités sociales, syndicales, politiques des élèves, étudiants, enseignants

Lieu(x) de création : Rouen

Utilisation / destination : propagande (Tract politique (dactylographié) rédigé par des élèves maîtres de 4ème année et de propédeutique de l'Ecole normale de Rouen, de toutes tendances politiques, dans le contexte de la fin de la guerre d'Algérie qu'ils souhaitent voir arrêtée. Selon eux, les fondements de la République et de la démocratie se trouvent menacés, notamment par la menace fasciste et la répression policière. L'action de l'OAS est dénoncée.)

Historique : Tract distribué dans le cadre de l'Ecole normale d'Instituteurs de Rouen. Contexte très politisé et tendu. Pas ou peu d'affrontement physique, l'OAS étant notamment peu active à Rouen.

Lieux : Rouen

La majorité des élèves maîtres de 4ième année et le pro-pédeutique de l'Ecole Normale de Rouen se sont constitués en Comité de Défense antifasciste.

40 Futurs enseignants de toutes les tendances et partis républicains (~~communistes, socialistes, inorganisés~~) se sont unis en Comité de Défense Antifasciste. Ils ont dénoncé la faiblesse du régime devant la menace fasciste, les tentatives de retarder l'union de la gauche française par l'élimination de l'action commune d'une partie active de républicains français, les interdictions officielles des manifestations républicaines, la volonté de présenter par l'information officielle sur le même pied les manifestations des ultras et celle des républicains, les poursuites contre les véritables républicains, l'anticommunisme arme antirépublicaine et réactionnaire.

Les futurs enseignants de la Seine Maritime demandent qu'il soit mis fin à la honteuse indulgence des tribunaux envers les ennemis de la démocratie, le juste châtiment des membres des groupuscules O.A.S. et de leurs chefs. L'intensification des actions policières anti O.A.S. l'épuration de l'armée, de la police et de l'administration de leurs éléments pro O.A.S. Ils réclament le droit et les moyens pour les organisations syndicales et démocratiques d'assurer la protection efficace de leurs locaux et militants.

Ils se prononcent pour la fin de la guerre d'Algérie, principal foyer de fascisme français et préconisent la reconnaissance de l'intégrité du territoire Algérien.

Ils sont décidés à ne pas laisser la parole aux fascistes à participer à des meetings de protestations après toutes manifestations du banditisme fasciste, à militer pour un retour aux principes parlementaires de la Démocratie Française.